

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 9 JUILLET 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

GUADELOUPE

TOUS EN GREVE LE 10 JUILLET !

La CGTG appelle le 10 juillet à une journée d'action avec des grèves de 24 heures, débrayages, manifestations, rassemblements de masse à Pointe-à-Pitre et Basse-Terre.

Cette journée d'action doit permettre aux travailleurs de toutes les professions de montrer leur mécontentement devant la situation économique et sociale catastrophique qui est celle de la Guadeloupe actuellement.

En effet la crise économique qui avance fait sentir ses effets sur la vie des travailleurs. Les prix augmentent. C'est semaine après semaine que nous apprenons qu'une augmentation quelconque doit s'appliquer soit aux transports, à l'électricité, soit aux loyers, au pain et à toutes les marchandises de consommation courante.

En même temps les salaires des travailleurs restent incroyablement bas, au niveau d'un SMIC spécial plus bas qu'en France alors que la vie est nettement plus chère ici.

Les maigres augmentations qui sont arrachées par les travailleurs après de dures luttes sont le plus souvent rattrapées par la hausse incessante des prix.

Le chômage lui aussi non seulement continue de peser sur la vie des travailleurs mais encore se développe. Des licenciements ont lieu dans tous les secteurs.

Dans l'agriculture la mécanisation de plus en plus poussée des méthodes de cultures

a déjà entraîné un chômage massif des travailleurs agricoles. Or pendant ce temps la terre reste entre les mains de quelques privilégiés qui spéculent sur cette terre et en tirent d'énormes profits, pendant que les travailleurs et les paysans crèvent de faim.

Travailleurs, les raisons de notre mécontentement sont nombreuses.

Nous en avons assez de cette situation, assez de voir nos salaires se traîner pendant que les prix augmentent; assez de voir réprimer des grèves par les képis rouges de Mr Lecornec, assez des promesses.

Le 10 juillet nous devons tous participer massivement à la journée d'action appelée par la CGTG. Cette journée nous donne l'occasion de crier bien fort notre mécontentement, de donner un avertissement aux patrons et à l'administration.

Bien sûr une seule journée d'action n'est pas suffisante pour faire céder les patrons pour nos revendications. C'est une véritable mobilisation de toute la classe ouvrière qu'il faut, pour contraindre les capitalistes à augmenter les salaires à un niveau qui nous permette de vivre décemment; pour obliger l'administration à mettre fin aux discriminations qui font que les lois sociales appliquées en France (allocations sociales, chômage etc...) ne sont pas intégralement appliquées ici. Pour exiger la suppression du SMIC DOM et du SMAG; et son remplacement par un sa-

laire minimum fixé en fonction du coût de la vie ici même.

Pour qu'une telle offensive ait lieu les travailleurs doivent s'engager eux-mêmes dans la bataille car les syndicats sont loin de vouloir la mener.

Aujourd'hui la CGTG, contrairement à ses habitudes, appelle à un mouvement d'ensemble de la des travailleurs. Elle le fait avec quelque réticence, (elle n'appelle à la grève de 24h que "là où c'est possible").

Va-t-elle s'engager dans la voie d'une action offensive contre le patronat et l'administration? Cela dépendra beaucoup justement des travailleurs. C'est leur engagement à eux qui peut contraindre toutes les organisations se réclamant des travailleurs à engager une telle lutte.

C'est pour montrer à toutes ces organisations que nous travailleurs nous sommes prêts à passer à l'offensive, que nous répondons à l'appel, que nous devons être nombreux à participer à la journée d'action du 10 juillet.

Dans toutes les entreprises, à la ville et à la campagne, participons massivement à cette journée d'action.

MARTINIQUE CONTRE LES LICENCIEMENTS

DECLARATION
COMMUNE : G.R.S. et
COMBAT OUVRIER

Face à l'aggravation de la crise, à la montée du chômage, face aux licenciements et aux nombreuses autres conséquences de cette grave situation, le "Groupe Révolution Socialiste" et "Combat Ouvrier" ont décidé de publier un texte commun (ci dessous).

Cependant, il est important que dans la période à venir, toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière entreprennent des actions communes et une véritable campagne contre le chômage, les licenciements la vie chère et la misère.

Travailleurs,

Depuis maintenant près de deux ans, la crise économique a frappé la Martinique. D'abord c'était l'inflation, la plus grande hausse des prix depuis 1958. Depuis quelques mois, la crise nous touche autrement: ce sont les licenciements en chaîne dans le bâtiment, les fermetures d'entreprises, les réductions d'horaire. Parallèlement à cela, on fait des heures supplémentaires en masse aux hôpitaux, à la SPDEM, le bâtiment, le commerce, etc...

Depuis le début de l'année, des milliers de nouveaux chômeurs ont été enregistrés. La situation de l'emploi n'a cessé de se dégrader depuis deux ans.

Parallèlement, aucun des besoins réels n'est satisfait: il manque 25 C.E.T. à la Martinique; toutes les communes, Ford-de-France en tête, comprennent des bidonvilles. Il manque des crèches, des hôpitaux. Si la Martinique était correctement équipée, des dizaines de milliers d'emplois pourraient être créés ici-même. Si le gouvernement ne le fait pas, c'est qu'il ne le veut pas ou ne le peut pas.

Il est temps de réagir contre cette situation. Il est temps de faire reculer patronat et gouvernement qui organisent le chômage et les licenciements sur notre dos.

Déjà certains ont commencé à suivre cette voie, comme ceux de Jardin-Billiard et de la COLAS en lutte contre les licenciements, ou ceux de la SMET pour imposer le retrait des heures supplémentaires, comme ceux de la Banane à Marigot qui ont imposé le retrait des licenciements. Et il est possible d'aller plus loin, d'obtenir l'arrêt de tout licenciement, d'interdire les heures supplémentaires.

Travailleurs, c'est de notre sort qu'il s'agit.

MOBILISONS-NOUS :

- POUR LE REFUS SYSTEMATIQUE DES LICENCIEMENTS
- POUR OBTENIR LA GARENTE DE L'EMPLOI ICI-MEME DANS NOTRE PAYS.
- POUR LA SUPPRESSION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES.
- POUR LA DIMINUTION DES HEURES DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DE SALAIRE, AFIN QUE LE TRAVAIL SOIT REPARTI ENTRE TOUS.
- POUR UNE POLITIQUE DE GRANDS TRAVAUX.



MARTINIQUE: NON AUX HEURES SUPPLEMENTAIRES NON AUX LICENCIEMENTS

REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS

Echo des hôpitaux

Bâtiment

CENTRE HOSPITALIER - FORT-DE-FRANCE.

A LA COLAS :

Nous sommes environ 250 hommes et femmes de service au centre hospitalier et nous faisons pratiquement tous des heures supplémentaires. Certains, parmi nous font deux heures, même trois heures par jour.

En acceptant cela :

- 1) Nous nous faisons du tort.
- 2) Nous prenons le travail de dizaines de chômeurs.
- 3) Nous ne pouvons répondre correctement aux besoins de malades.

A raison d'une heure supplémentaire par jour et par agent, cela fait jusqu'à 250, nous prenons le travail de 43 de nos chômeurs. Ainsi, 43 agents pourraient travailler si nous ne faisons pas d'heure supplémentaire.

La direction table trop sur notre bonne volonté. Il faut lui faire entendre notre voix.

* * * *

Les travailleurs de la COLAS devront dans les semaines qui viennent s'organiser contre les licenciements prévus.

En effet, une suspension sur le processus des licenciements avait été adoptée le mois dernier par le syndicat et le patron, et un rendez-vous a été pris pour fin juin afin de réexaminer la situation.

De toute façon, quelle que soit la décision du Conseil Général qui doit débloquer des fonds, le directeur de la COLAS avait clairement exprimé son désir de licencier. Il avait même prétendu que si un crédit de 350 millions lui avait été versé, les 50 licenciements prévus ne seraient suspendus que jusqu'à fin décembre (50 millions par travailleur et par mois ...).

Peine perdue que de chercher à persuader ce monsieur qui ne parle qu'un seul langage : celui des licenciements.

Les travailleurs, quant à eux, devront contraindre ces messieurs de la COLAS à tenir compte de leurs intérêts.

NON AUX LICENCIEMENTS !

Argentine: situation explosive

En Argentine, l'impuissance du régime péroniste et la détermination des travailleurs à ne pas faire les frais de la crise sont de plus en plus apparentes.

Il y a quelques jours, 100.000 travailleurs ont défilé dans la capitale, Buenos Aires, réclamant des augmentations de salaire et la démission du ministre du "Bien-être social" (sic).

La présidente, M.E. Peron, annonça finalement que les travailleurs seront augmentés de 80% sur six mois, mais refusa certaines conventions collectives déjà signées par le patronat, prévoyant souvent plus de 100% d'augmentation. Que les patrons aient accordé de telles augmentations, c'est dire à quel point en est arrivée la situation...

Tout le pays est en fait secoué par une violente agitation. En plus des manifestations ouvrières et des grèves, il y aurait environ 2.000 guérilleros actuellement en Argentine.

Liban: la droite contre les Palestiniens

Au Liban, les affrontements entre les phalanges (parti d'extrême-droite) et les réfugiés palestiniens se font de plus en plus sanglants. Armes automatiques, obus de mortier, roquettes, ont provoqué la mort de plus de 300 personnes.

En fait, ce sont surtout les organisations les plus radicales de la résistance palestinienne qui sont visées par la droite libanaise, sans doute soutenue par l'impérialisme. C'est au Liban que s'est réfugiée la majeure partie du peuple palestinien que visiblement, on cherche à terroriser.

Le pire c'est que l'OLP, dirigée par Yasser Arafat, se contente jusqu'à présent d'un rôle de spectateur, "ne voulant pas s'immiscer dans les affaires du Liban". Arafat entend sans doute, par son opportunisme, conserver aux yeux des grandes puissances sa réputation d'homme d'état "responsable" ; et peut-être n'est-il pas fâché de voir éliminer quelques rivaux qui le gênaient par leur radicalisme. Mais si ceux-ci sont écrasés, il se pourrait bien, comme en septembre 70 en Jordanie, que tous les Palestiniens soient impitoyablement réprimés, y compris l'OLP.

Nouvelle-Calédonie:

STIRN ENTEND PARLER D'INDEPENDANCE

Stirn, notre fringant secrétaire d'état aux DOM-TOM, disait récemment qu'il n'y avait pas de problèmes d'indépendance dans les territoires d'outre-mer, entre autres la Nouvelle-Calédonie.

Peu de temps après, l'un des principaux partis calédoniens, l'Union Multira-

CINEMA

SECTION SPECIALE

1941 en France : le gouvernement de Vichy dirigé par le maréchal Pétain et soutenu par les forces d'occupation nazies cherche à gagner la confiance de la population. D'un autre côté, toute une fraction de cette population s'oppose à la présence nazie, et parmi elle, des jeunes dirigés par le parti communiste français organisent la résistance et le terrorisme systématique contre des officiers et des soldats allemands. Après le premier de ces attentats le gouvernement fascisant de Vichy décide d'organiser une répression exemplaire sous le prétexte fallacieux d'éviter des prises massives d'otages par les troupes allemandes. Sur ordre du ministre de l'intérieur on organise une parodie de justice ; on promulgue une loi condamnant à mort toute personne suspectée d'action subversive, et "on" décide qu'elle aura effet rétroactif.

Immédiatement, une "section spéciale" de magistrats est formée et l'on fait sortir 6 hommes déjà jugés et incarcérés (la plupart sont communistes). Trois d'entre eux seront condamnés à mort et exécutés après un simulacre de procès.

Le film montre bien à quel point la

ciale (composée de Blancs et de Canaques) prenait position pour l'indépendance.

Cela déclencha un branle-bas à l'Assemblée territoriale où trois partis aux ordres demandèrent un vote contre l'indépendance. Finalement cette notion fut repoussée.

Peut-être un référendum sur l'indépendance de l'île sera-t-il organisé dans les mois à venir. Cependant, rien n'est moins sûr, et on peut s'attendre à ce que le colonialisme français fasse des pieds et des mains pour conserver un territoire qui est, rappelons-le, le troisième producteur mondial de nickel.

justice et les hommes qui prétendent la dispenser peuvent être "retournés" par la pression du pouvoir exécutif pour la soi-disante "raison d'état", et à quel point, en cette période, la chasse aux militants communistes (car ce sont bien eux qui sont visés) fut impitoyable, tant de la part des fascistes allemands que des hommes de Vichy.

Le film rend d'autant plus révoltantes les positions du PCF, qui, au nom de la "lutte contre le boche" et "l'envahisseur" va entraîner des jeunes, pleins d'abnégation et de courage, dans la voie la plus bouchée, celle du nationalisme anti-allemand.

Ces militants soutenant ainsi une partie de la bourgeoisie française dirigée par de Gaulle, paieront cher ces positions erronées.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

PORTUGAL :

60 prisonniers se sont évadés de prison. Tous sont d'anciens membres de la PIDE, ancienne police politique de Salazar.

L'évasion s'est faite paraît-il assez facilement, ce qui prouve que les prisonniers avaient des complices à l'intérieur et à l'extérieur de la prison.

Cela montre que la droite n'est pas inactive et se prépare à d'autres actions comme le coup d'état raté de Spínola.

FRANCE :

Les travailleurs de Chaussou ont été expulsés de l'usine qu'ils occupaient depuis le début de la grève. Mais la combativité des travailleurs n'a pas été atteinte. Leur grève continue.

Directeur de publication : M.E. ZOROR
Commission paritaire : N° 51.728
Correspondant du journal : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
Ronéo du journal Pointe-à-Pitre
4ème supplément au mensuel N°51